

CONCOURS INTERNE D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

OCTOBRE 2006

Composition portant sur l'évolution générale politique, économique et sociale du monde ainsi que sur le mouvement des idées depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours, devant permettre d'apprécier l'aptitude du candidat à exprimer, sur le sujet proposé, tant une analyse des faits et des événements qu'une interprétation personnelle et argumentée.

Un dossier est mis à la disposition du candidat.

L'épreuve doit notamment permettre d'apprécier l'aptitude des candidats à exploiter les éléments figurant dans le dossier et à en faire la synthèse en exprimant tant une analyse des faits et des événements qu'une interprétation personnelle et argumentée. (annexe I au décret n°88-236 du 14 mars 1988 modifié, fixant le programme des épreuves).

EPREUVE N° 2

Durée : 5 heures

Coefficient : 3

SUJET :

Le principe d'égalité des chances.

DOCUMENTS JOINTS:

- Document n° 1 :** "Le modèle français face aux mutations économiques et sociales. Le modèle français : l'ascenseur social en panne ?"
Stéphane BEAUD
Cahier français n°330. **Page 2**
- Document n° 2 :** "Contre la discrimination positive. La Liberté insupportable"
Alain-Gérard SLAMA
Pouvoirs n° 111 – 6/12/04. **Page 7**
- Document n° 3 :** "Rapport 2005 de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité"
2 mai 2006. **Page 17**
- Document n° 4 :** "Management territorial : les leçons de l'égalité des chances"
Jean-Christophe BAUDOUIN
La Gazette des communes n°1833 du 10/04/06. **Page 19**

NOTA :

- Les candidat (e) s ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies : pas de signature (signature à apposer uniquement dans le coin gommé de la copie à rabattre) ou nom, grade, même fictifs.
- Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.
- Lorsque les renvois et annotations en bas d'une page ou à la fin d'un document ne sont pas joints au sujet, c'est qu'ils ne sont pas indispensables.

Le modèle français face aux mutations économiques et sociales

Le modèle français : l'ascenseur social en panne ?

Par-delà la thématique actuelle sur l'« ascenseur social » et la panne qui l'affecte, historiens et sociologues montrent que les mobilités ascendantes ont leur rythme propre et qu'elles s'effectuent en général sur trois générations.

Alors même que le rôle des grandes écoles dans la fabrication des élites est central, leur recrutement, notamment depuis les années 80, fait de moins en moins place aux enfants de milieux populaires. Plusieurs causes sont sans doute ici à l'œuvre : l'intensification de la compétition scolaire, une ségrégation urbaine accrue, une culture lycéenne plus fermée que jadis aux exigences ou valeurs de ces voies d'élection, l'importance aussi des attitudes de repli familial suscitées par l'incertitude sociale. Si l'objectif de démocratiser l'accès aux grandes écoles est légitime, Stéphane Beaud rappelle qu'elles ne concernent que 4% d'une classe d'âge. Dès lors, explique-t-il, la question de la mobilité sociale – mobilité affectée par les transformations du système économique – est indissociable d'un meilleur fonctionnement tant de l'université que de la formation permanente.

C. F.

Après la « fracture sociale » en 1995, c'est, à l'aube de ce XXI^e siècle, l'« ascenseur social » qui tombe en panne... Ce dernier constat, parce qu'il engage un horizon temporel impliquant au moins deux générations, apparaît plus inquiétant encore. En effet, il touche à l'un des fondements de la République (ou de l'idéologie républicaine) : l'ascension sociale par l'école. Face à cette situation, la politique du gouvernement consiste à relancer la machine de la méritocratie scolaire, à ouvrir les portes des grandes écoles aux jeunes de cité méritants, à créer des statuts et concours dérogatoires au droit commun pour bousculer le monopole que se sont arrogé les classes supérieures en ce domaine.

L'approche sociologique, quant à elle, va mettre l'accent sur des phénomènes de longue durée, sur le poids du passé dans le présent, notamment quand on aborde des processus qui font intervenir de manière centrale la question des rapports intergénérationnels. Disons tout d'abord que, pour le sociologue, il convient, de prendre avec précaution ces expressions politico-journalistiques qui visent à nommer de manière métaphorique et fausement évocatrice, des processus sociaux d'une grande complexité (que la sociologie, en tant que discipline, a coutume d'appeler plus sobrement « mobilité sociale »). Commençons par interroger les significations sous-jacentes à la métaphore de l'« ascenseur social ». En premier lieu, l'expression suggère par elle-même la rapidité, voire la fulgurance, du processus de mobilité. Or les travaux des historiens et des sociologues, pour peu qu'ils ne se limitent pas à des cas particuliers, mettent l'accent sur la relative lenteur des processus de mobilité, sur l'inertie de ces phénomènes. En second lieu, l'ascenseur, qui aide davantage à monter qu'à descendre, semble postuler une mobilité toujours orientée vers le haut, « ascendante » comme disent les sociologues. Pourtant, le contexte socio-économique déprimé de ces vingt dernières années est en soi vecteur de mobilités sociales descendantes. En dernier lieu, l'expression suggère quelque chose de mécanique : l'intervention d'un bon réparateur devrait relancer la machine. Mais le monde social ne fonctionne pas de manière simple ni linéaire, les structures mentales ont partie liée aux structures sociales. Ce court article entend marquer son scepticisme à l'égard de cette thématique, d'une part, en s'interrogeant sur le sens de ce modèle français et, d'autre part, en pointant les limites d'une analyse qui se cantonne à la mobilité par les seules grandes écoles.

Quel modèle français ?

« [Aujourd'hui] seuls 30 % des enfants d'ouvriers accèdent à l'enseignement supérieur, contre près de 80% pour les enfants de cadres. Et dans les classes préparatoires aux grandes écoles, les étudiants issus de milieux modestes représentent à peine 15 % des effectifs. Ce sont des chiffres inquiétants (...) » « Égalité des chances », cette formule si souvent répétée veut dire une chose simple, qu'il est bon de rappeler : que

chacun, quels que soient son lieu et son milieu de naissance, ait les mêmes chances de s'élever, par son propre mérite, dans l'échelle sociale. C'est là tout le sens et toute la noblesse de l'École de la République ! ». Ces propos du ministre de l'Éducation nationale, Gilles de Robien, tenus lors d'un discours prononcé au lycée Delambre à Amiens, le 21 octobre 2005, illustrent bien ce qui est présenté comme le modèle français : la mobilité sociale sur une seule génération assurée par la réussite scolaire, et plus particulièrement par l'accès aux filières plus sélectives du système scolaire français, les « grandes écoles ». Il ne s'agit pas ici de nier la force que peut avoir ce modèle dans les représentations sociales. En France, l'acquisition des positions professionnelles se fait désormais de manière prédominante par le diplôme et la hiérarchie dans le salariat des positions professionnelles épouse étroitement la hiérarchie des diplômes. C'est ce que Pierre Bourdieu a appelé un « mode de reproduction à composante scolaire ». Reste à examiner toutefois les modalités concrètes prises en France par la mobilité sociale, sur le long terme.

Les travaux historiques ou sociologiques contredisent assez fortement la manière dont la République aime à représenter les destins sociaux de ses « enfants ». D'une part, ils rappellent qu'il y a de l'immobilité dans l'espace social, tout le monde n'est pas aspiré vers le haut. D'autre part, quand il y a une mobilité intergénérationnelle (1), les cas qui voient un individu s'extraire des catégories populaires pour accéder aux classes supérieures sont, sur le simple plan statistique, très minoritaires. La réalité est plus prosaïque : la règle est ce que Dominique Merllié appelle une « mobilité par proximité sociale » : les individus mobiles (les hommes puisque la statistique est masculine) circulent de leur groupe social d'origine à leur groupe social de destination qui se trouve être le plus souvent les groupes socialement proches de leur groupe d'origine. Les fils des nombreux agriculteurs d'après-guerre entrent majoritairement dans le monde ouvrier, les fils d'employés migrent vers les cadres moyens, les fils d'ouvriers mobiles deviennent principalement employés ou cadres moyens, beaucoup plus rarement cadres supérieurs. Pas de miracle donc, quand on regarde les chiffres, l'ascenseur social a son rythme propre et oblige le plus souvent à passer par des étages intermédiaires.

Sur longue période, les mobilités ascendantes les plus remarquables s'effectuent en général sur trois générations : c'est l'espace de temps le plus souvent nécessaire pour surmonter cette course d'obstacles que rencontre tout parcours ascensionnel et pour faire jouer à plein cette loi de la mobilité par proximité sociale. On peut ici reprendre le modèle classique souvent cité dans la littérature historique, du grand-père « paysan », du fils « instituteur » et du petit-fils énarque, médecin ou professeur d'université. Prenons aussi garde à ne pas être aveuglés par le seul examen des carrières scolaires les plus brillantes. De récentes enquêtes socio-historiques sur l'école ont montré l'intérêt d'observer ce qui se passe dans les marges du système, notamment le rôle majeur joué, au cours de la première moitié du XX^e siècle, par les écoles

primaires supérieures et les cours complémentaires dans la promotion sociale d'une fraction non négligeable des enfants des classes populaires. La mobilité par l'école est aussi passée par ces segments du système longtemps méconnus et qui ne suscitent aucune curiosité (2). Enfin, remarquons, d'une part, que des études historiques quantitatives manquent pour évaluer finement ces processus de mobilité (3) et, d'autre part, que la non-prise en compte de la profession de la mère devient difficile à justifier pour les enquêtes qui couvrent des générations de femmes qui sont entrées massivement et durablement sur le marché du travail (4).

Les grandes écoles : un « club » de plus en plus fermé

La formation des élites en France dépend étroitement de l'accès aux grandes écoles. La possession de ces titres rares garantit, sauf exception, des carrières professionnelles et sociales parmi les plus prestigieuses. La carrière d'un Jean-Marie Messier est à bien des égards exemplaire de la fabrication de cette élite à la française. D'origine grenobloise, de père expert-comptable, il intègre Polytechnique (après avoir redoublé « Maths spé » et avoir obtenu dans un premier temps le concours de Centrale), puis l'ENA dont il sort « dans la botte » pour ensuite intégrer l'Inspection des Finances, le Saint des Saints de la haute administration, qui lui permet d'accéder à 29 ans, aux cabinets ministériels (directeur de cabinet du ministre délégué des privatisations puis, quelques mois plus tard, au cabinet d'Edouard Balladur, ministre des Finances).

Dès 1995, Michel Euriat et Claude Thélot, en se limitant au cas de quatre grandes écoles (ENA, Polytechnique, HEC, ENS) ont mis en évidence la fermeture croissante de ces grandes écoles emblématiques aux

(1) Comment mesurer aujourd'hui la mobilité sociale ? Il faut déjà disposer des gros échantillons représentatifs, ce qui implique des enquêtes lourdes à gérer (et chères). Les chercheurs qui travaillent sur la mobilité sociale utilisent les enquêtes de l'INSEE, notamment les enquêtes FQP (formation qualification professionnelle), réalisées à rythme irrégulier (les deux dernières datent de 1993 et de 2003) et les enquêtes Emploi, annuelles, qui peuvent elles aussi être mobilisées. Les problèmes méthodologiques liés à ces enquêtes sont nombreux. Le premier a trait au sexe des enquêtés. Au début des enquêtes de mobilité sociale (INED puis INSEE-FQP en 1964), l'usage était de caler la profession des parents sur celle des pères puisque les femmes étaient minoritaires sur le marché du travail. Aujourd'hui, cette convention est toujours de mise alors que les femmes mariées sont, depuis au moins vingt-cinq ans, durablement actives. Raisonner en prenant en compte la seule CSP du père devient alors plus coûteux scientifiquement.

(2) Cf. l'ensemble des travaux de Jean-Pierre Briand et Jean-Michel Chapoulie (1992), et notamment *Les collèges du peuple*, INRP-ENS Fontenay.

(3) Pour une belle exception, voir Philippe Rygiel (2001), *Destins immigrés. Cher, 1900-1980. Trajectoires d'immigrés d'Europe*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises.

(4) Cf. Dominique Merllié (2001), « La mobilité sociale diffère-t-elle selon le sexe ? », in Thierry Bloss, *La dialectique des rapports hommes/femmes*, Paris, PUF.

enfants de milieux populaires. Le tableau montre aussi que le mouvement s'est sensiblement accentué depuis le début des années 80. Le cas des écoles normales supérieures est à cet égard particulièrement éclairant (5).

proprement scolaires, entre les collèges et lycées à recrutement populaire et les établissements de centre-ville. Pour les élèves ayant grandi « en cité » dans les années 80-90, comment ne pas faire l'hypothèse que leur cursus scolaire a été influencé par les divers types

Part d'étudiants d'origine populaire (enfants de paysan, ouvrier, employé, artisan ou commerçant)

Ecole/Période	1951-1955	1966-1970	1973-1977	1981-1985	1989-1993
Polytechnique	21,0	14,8	12,2	9	7,8
Ecole nationale d'administration (ENA)	18,3	15,6	15,4	5	6,1
Ecole normale supérieure (ENS)	23,9	17,2	16,4	11,7	6,1
Hautes études commerciales (HEC)	38,2	31,5	ND	ND	11,8
Ensemble grandes écoles	29,0	21,2	ND	ND	8,6
Part des jeunes d'origine populaire dans les 20-24 ans	90,8	84,6	81,6	76,7	68,2

Source : Copernic Flash4, à partir de M. Euriat et C. Thélot, « Le recrutement des élites scolaires depuis quarante ans », Education et formation, juin 1995

À propos des ENS, on peut citer un témoignage récent d'autant plus intéressant qu'il provient de l'intérieur de l'institution, celui d'Hedi Kaddour, qui a été professeur de théâtre pendant vingt ans à l'ENS Saint-Cloud (devenue depuis 2000 ENS lettres et sciences humaines, installée désormais à Lyon) : « Derniers jours de cours à Normale sup lettres et sciences humaines que je quitte au bout de vingt et un ans pour «faire écrivain» à plein temps. Il a toujours régné dans ces grandes écoles une pression très forte sur les enseignants (...). En ENS, depuis ce temps-là, un professeur qui n'invente pas perd la face. J'aimais bien cette école. On y forme de bons chercheurs-enseignants. On y a quand même abandonné quelque chose : l'ascenseur social. Les photos de promotion font penser à Johannesburg 1965. Nous étions progressistes par définition, nous n'avons pas remarqué que l'obscurité, d'une certaine façon, revenait » (6).

Renforcement des stratégies familiales et de la ségrégation urbaine

Les enquêtes statistiques les plus récentes (7) confirment la fermeture du recrutement social des (très) grandes écoles qui tendent à devenir une sorte de chasse gardée des familles possédant le plus fort capital culturel. On manque toutefois de recherches sociologiques, monographiques ou ethnographiques, qui permettraient de mettre au jour l'enchaînement des mécanismes sociaux capables d'expliquer un tel résultat (8). On peut d'ores et déjà avancer différentes hypothèses. La première renvoie à l'intensification de la compétition scolaire qui, accompagnant la deuxième vague de démocratisation scolaire, à partir du milieu des années 80, a renforcé les stratégies de placement et de différenciation des « bonnes familles ». La deuxième mettrait plus l'accent sur l'accentuation des formes de ségrégation urbaine (et de polarisation sociale) qui s'est traduite par un accroissement des écarts, tant en termes de résultats aux examens (brevet des collèges, bac) qu'en termes de compétences

de difficulté rencontrés dans les classes, soit à l'école primaire soit au collège (« bruit » récurrent dans certains cours, diminution des horaires annuels d'enseignement du fait du non-remplacement des professeurs, plus grande difficulté à fabriquer des classes « protégées », etc.), sans compter l'abaissement du niveau d'exigences que des enseignants ont dû consentir pour « tenir » des classes. De ce fait, sans parler même de la réussite aux concours, la probabilité pour ces élèves d'accéder aux classes préparatoires a de fortes chances d'avoir chuté.

Les effets pervers de la démocratisation scolaire

Troisième hypothèse, non exclusive des deux autres, la seconde démocratisation scolaire, liée à la politique des 80 % au bac, a eu pour effet morphologique, dans beaucoup de lycées à recrutement social intermédiaire, de faire émerger un groupe lycéen majoritaire, issu des milieux populaires, qui s'est révélé porteur, au contact de la culture scolaire plus aride et plus ancrée dans la légitimité culturelle, d'une certaine forme de culture anti-école (surtout en matière littéraire). Ce qui produit des élèves davantage rétifs aux formes classiques d'entraînement au travail scolaire, moins adaptés à l'ascétisme qu'exige la progression dans les niveaux de classes, peu à peu sourds ou carrément hostiles à toute idée de sélection scolaire qui leur semble être, par nature, « injuste ». On peut penser que cette configuration lycéenne, notamment dans les lycées

(5) Cf. pour une analyse détaillée, Christian. Baudelot et Frédérique Matonti (1994), « Le recrutement social des normaliens 1914 - 1992 », in École Normale Supérieure, *Le livre du Bicentenaire*, publié sous la direction de Jean-François Sirinelli, Paris, Presses universitaires de France, pp. 155-190.

(6) *Libération*, 21 janvier 2006.

(7) Valérie Albouy et Thomas Vanecq (2003), « Les inégalités sociales d'accès aux grandes écoles », *Économie et statistique*, n°361.

(8) On peut noter le faible nombre d'enquêtes sociologiques consacrées aux classes préparatoires et aux grandes écoles, notamment dans le cadre de thèses.

polyvalents où l'on a mêlé filières générales (perçues comme nobles culturellement) et filières technologiques, a objectivement exercé un effet de censure sur les ambitions scolaires des élèves de milieu populaire (9) qui, vingt ou trente ans auparavant, auraient pu tenter la voie des « prépas ». Rappelons que les « miraculés scolaires », pour reprendre l'expression de Bourdieu et Passeron désignant des très bons élèves de milieux populaires ayant pu accéder au régime des études longues, étaient eux-mêmes le produit d'une sursélection scolaire effectuée tout au long de leur parcours : ils se retrouvaient minoritaires dans les lycées bourgeois de l'époque, étaient ainsi soumis à des formes intenses d'acculturation scolaire qui passaient, surtout pour les littéraires, par divers types de boulimie culturelle et se soldaient par l'acquisition d'une culture classique des plus solides. C'est d'ailleurs ce qui leur permettait de tenter, voire de réussir, les concours les plus difficiles de l'enseignement supérieur (dont celui de l'École normale supérieure).

Une précarité sociale génératrice de repliement familial

Enfin, dernière hypothèse qui renvoie, elle, aux transformations des conditions d'existence des classes populaires au cours de ces vingt dernières années : la précarité, l'incertitude des lendemains, la nécessité d'être soudé au sein de la famille pour affronter les difficultés de l'existence contribuent pour les bons élèves issus de ces familles, d'une part, au choix des études courtes (la voie de l'IUT comme « prépa du pauvre ») et, d'autre part, à un localisme renforcé des enfants de classes populaires, notamment des filles.

Ainsi, les professeurs de lycée, ayant un peu d'ancienneté, constatent que leurs bons élèves d'origine populaire, et surtout immigrée, osent de moins en moins s'aventurer loin de chez eux, dans la grande ville universitaire. Il arrive même que certains, parmi les meilleurs élèves, préfèrent continuer leurs études dans le BTS de leur lycée, continuant à résider chez leurs parents, plutôt que de tenter une classes prépa et devoir s'éloigner de 100 ou 150 km de leur zone de résidence. Ce qu'a *a contrario* révélé l'expérience des conventions ZEP de Sciences-po, c'est l'existence d'une ambition en quelque sorte « rentrée » des très bons élèves de ZEP ; expérience qui a permis de lever peu à peu le phénomène d'auto-limitation des ambitions scolaires et sociales (10).

Relancer l'« ascenseur social » ?

Si l'objectif de démocratiser l'accès aux grandes écoles est, dans le cas français, légitime, on peut néanmoins rappeler que ce modèle d'excellence ne concerne qu'une petite minorité d'une classe d'âge (4 %). On peut aussi penser que la réduction, qu'on voit opérer depuis deux à trois ans, de la question de la mobilité sociale au seul thème de l'ouverture de l'accès aux grandes écoles a pour effet de faire oublier, d'une part, le phénomène des

mobilités descendantes et d'autre part, l'existence d'autres voies de mobilité ascendante, certes moins prestigieuses et spectaculaires, tant du côté du système de formation initiale que du côté de la formation continue. Reprenons brièvement ces deux points.

La mobilité professionnelle ascendante contrariée par les transformations du système économique

La question de la mobilité sociale ne peut pas être posée indépendamment des transformations du système économique. Les réformes institutionnelles et les meilleures intentions du monde viendront toujours, à court terme, se heurter au mur de la réalité économique : c'est l'évolution de la structure d'emplois qui permet, ou non, une mobilité sociale structurelle dans une économie donnée. Dans un contexte structurel de faible création d'emplois, l'ascenseur social peut aussi descendre.

Si l'on compare les résultats de la dernière enquête FQP de 2003 à celle de 1993, on constate quelques évolutions intéressantes (11). La première tient aux moindres possibilités de mobilité professionnelle des ouvriers et des employés (selon le protocole de l'enquête, les enquêtés sont des hommes entre 40 et 59 ans, interrogés en 2003). Ils sont entrés sur le marché du travail après 1973, ont connu l'installation du chômage de masse en France. Les employés de 2003 restent plus souvent en fin de carrière dans la même position d'employés que ceux de 1993 (40 % contre 30 %) et ils ont un peu moins de chances de devenir cadres ou d'accéder aux professions intermédiaires (la proportion passe de 50 % pour la génération de 1993 à 44 % pour celle de 2003). Quant aux ouvriers d'aujourd'hui, de 2003, leurs chances de bénéficier d'une mobilité professionnelle ascendante a elle aussi diminué en dix ans : le pourcentage de ces ouvriers devenus cadres ou ayant accédé à une profession intermédiaire est passé d'un tiers pour la génération 1993 à un quart pour la génération de 2003.

Des travaux en cours de Camille Peugny (sociologue doctorant à l'OSC), fondés sur l'analyse par cohorte (à partir des Enquêtes Emploi de l'INSEE), montrent que la proportion de mobiles descendants augmente assez sensiblement pour les cohortes nées entre 1958 et 1960 : elle est de 19 % à l'âge de 40 ans contre, par exemple,

(9) Un exemple précis à l'appui : en janvier 2006, une professeure principale de terminale ES au lycée de La Courneuve interroge en classe ses élèves pour savoir combien sont intéressés par la possibilité de demander un dossier d'inscription aux classes préparatoires : aucune main ne se lève. Elle précise ensuite qu'ils ont la possibilité de demander des renseignements lors de l'interclasse. Cette fois, neuf élèves qui avaient gardé le silence se sont présentés pour se renseigner.

(10) Il faudrait aussi s'interroger en parallèle sur le rôle de ces médiateurs essentiels que sont les professeurs : les nouveaux venus dans le métier, qui travaillent dans des « lycées de masse », osent peut-être moins faire ce travail de *lobbying* auprès des élèves.

(11) Cette enquête est en cours d'exploitation. Ses premiers résultats vont bientôt sortir dans *Données sociales* de l'INSEE. Nous remercions ici Stéphanie Dupays, administratrice de l'INSEE, de nous avoir communiqué ses premiers résultats.

14,5% pour les cohortes nées entre 1946 et 1948 (12). Les cohortes nées après 1960 se caractérisent par un retard pris dans la carrière, les cohortes les plus récentes accèdent plus difficilement aux positions typiques du salariat moyen et supérieur. Le même auteur, en suivant les résultats de Louis Chauvel qui démontre que les personnes qui entrent sur le marché du travail dans une période de mauvaise conjoncture économique « ont de fortes chances de s'en ressentir tout au long de [leur] vie », diagnostique une plus grande fréquence des situations de mobilité intergénérationnelle descendante, pour les générations les plus récentes, nées dès la fin des années 50. Le déclassement social qui s'annonce en France peut être l'objet d'interprétations contradictoires selon que l'on met l'accent sur l'« inflation scolaire » (13) ou sur l'incapacité de l'économie française à élever la structure des qualifications de sa main-d'œuvre.

Les enjeux liés aux études universitaires...

Ces évolutions interrogent le système de formation initiale et le régime des études longues choisies depuis la mise en place de la politique des « 80% au bac ». Il faut quand même dire ici un mot sur l'Université. On peut d'abord rappeler que, malgré tous les « défauts » qu'on lui attribue (par esprit de préjugé ou par méconnaissance des faits), cette institution a joué historiquement un rôle majeur dans l'accès aux classes moyennes des enfants de milieu populaire, notamment *via* l'accès aux métiers longtemps porteurs de l'enseignement ou du travail social. Et on peut s'étonner que, dans ce débat autour de l'ascenseur social, la voix des universitaires, à commencer par celle de la CPU (Conférence des présidents d'université), se fasse si peu entendre. Or, dans la mesure où l'échec dans le premier cycle universitaire concerne majoritairement des enfants de milieux populaires, dans la mesure aussi où l'échec à la Faculté ouvre le plus souvent sur le spectre du chômage et de la précarité (« bac » ou « bac +1 » est devenu un « mauvais » niveau d'insertion selon les enquêtes du CEREQ), la lutte contre cet échec en premier cycle universitaire devrait être considérée comme un objectif de politique éducative prioritaire qui pourrait déboucher, à terme, sur la remise en route des promotions sociales – par « petits pas » – qui passe par la voie universitaire. À condition bien entendu qu'un des débouchés majeurs de la filière universitaire – les divers concours de la fonction publique, à commencer par ceux de l'enseignement – ne soient pas taris par une politique malthusienne de recrutement. Car, comme l'a montré récemment Sybille Gollac, la petite fonction publique est une des voies de promotion sociale des jeunes de milieu populaire (14). Pourtant, cette « cause » de l'échec à l'université mobilise peu : dévalorisation sociale profonde de l'Université française (15), souci gestionnaire des Présidences, atomisation du milieu enseignant, faible influence du syndicalisme étudiant, etc. L'élitisme républicain, dans sa focalisation sur la sélection des « meilleurs », fait largement l'impasse sur les élèves « moyens » qui sont, dans l'ordre scolaire, les plus nombreux statistiquement. Il serait de bonne politique de ne pas les oublier.

... et à la formation permanente

De la même manière, le débat sur l'ascenseur social, centré sur la seule question de la sélection des élites, relègue dans l'ombre une autre voie de promotion potentiellement très importante qui est celle de la formation professionnelle. On sait que celle-ci fonctionne encore trop souvent en donnant plus à ceux qui « ont déjà », en laissant de côté les salariés peu qualifiés. Dans un contexte où les changements de position professionnelle semblent structurellement appelés par les exigences de mobilité du système productif, il y a là un gisement possible pour redonner au système de formation continue un rôle actif dans la contribution à la mobilité sociale ascendante.

Conclusion

On comprend bien les raisons, en quelque sorte historiques, qui font que le débat sur la mobilité sociale se focalise en France quasi exclusivement sur cette seule question de l'accès aux grandes écoles. On peut même aisément concéder qu'il y a là bien évidemment un enjeu social et politique majeur dans la mesure où leur plus grande ouverture aux enfants des classes moins favorisées peut s'avérer une source de diversification sociale des élites économiques et politiques du pays. Diversification bienvenue qui, par elle-même, pourrait engendrer davantage d'audaces et d'innovations dans un certain nombre d'instances dirigeantes si l'hypothèse est vérifiée qu'il existerait des capacités plus grandes de résistance des enfants de milieux populaires aux conformismes produits par des parcours de consécration scolaire. Mais la limite inhérente à ce point de vue – d'en haut – tient à ce qu'il empêche de voir, à savoir l'existence d'autres modes de mobilité ascendante, tant en formation initiale qu'en formation continue. Hors les grandes écoles ou les « très grandes écoles » (nouveau terme apparu récemment), point de salut !... C'est bien cet aspect-là du modèle français qui mériterait d'être discuté, tant son coût social peut aujourd'hui paraître exorbitant pour la nation.

Stéphane Beaud,
Professeur de sociologie
à l'Université de Nantes

(12) Camille Peugny (2006), *Rapport de recherche intermédiaire*, Mire, janvier. Nous le remercions ici de nous avoir fourni ces résultats d'enquête.

(13) Marie Duru-Bellat (2006), *L'inflation scolaire*, Paris, Seuil, coll. « La République des Idées ».

(14) Sybille Gollac (2005), « La fonction publique : une voie de promotion sociale pour les enfants des classes populaires ? Une exploitation de l'enquête Emploi 2001 », *Sociétés contemporaines*, n°58.

(15) Qui n'est pas sans lien avec le fait que les élites françaises sont rarement passées par l'université, ne la connaissent pas, la regardent toujours avec un brin de condescendance, pouvant aller jusqu'au mépris.

ALAIN-GÉRARD SLAMA

CONTRE LA DISCRIMINATION POSITIVE. LA LIBERTÉ INSUPPORTABLE

133

IL EST UNE QUESTION QUI SE POSE PLUS QUE JAMAIS au politique, et dont la seule formulation trahit l'intérêt décroissant que les démocraties développées portent à une valeur – la liberté – qui fut, à l'origine, leur raison d'être. Cette question porte sur le point de savoir si l'utilité sociale d'une décision doit l'emporter sur le respect des principes. Tout se passe, pour qui s'interroge en ces termes, comme si les principes étaient des *a priori* abstraits, par nature conservateurs, voire réactionnaires, dont la rigidité constitue une entrave pour l'action. Or, pour être abstraits, les principes n'en sont pas moins des valeurs pratiques essentielles; conçus par la raison, inscrits dans les consciences, ils forment la trame des références sans lesquelles la volonté de vivre ensemble ne peut être considérée comme librement consentie.

Une société qui viole les principes sur lesquels elle repose, même au nom de fins justes, ne peut pas être une société juste. De là le sentiment de scandale que l'on éprouve devant les développements actuels du débat sur les discriminations positives. Cette formule juridique, venue des États-Unis, crée des statuts dérogatoires destinés à favoriser l'accès des plus démunis à l'école, à l'Université, aux médias, aux fonctions publiques ou aux mandats électoraux. Dans ce but, elle viole délibérément un droit fondamental de l'homme et du citoyen, repris en ces termes à l'article 1^{er} de la Constitution de 1958: la République « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

En tant qu'elle contredit ce principe, la discrimination positive constitue une entrave majeure au fonctionnement normal de la démo-

ALAIN-GÉRARD SLAMA

cratie. Et cela à un double titre: parce qu'elle crée des inégalités au bénéfice de quelques-uns, elle déplace l'injustice au lieu de la combattre; parce qu'elle identifie par leur appartenance à un groupe particulier les bénéficiaires de ces inégalités, elle les renforce dans la tentation du repli sur leur identité. La loi sur la représentation paritaire des sexes au Parlement et dans les collectivités locales a joué, en France, un rôle considérable dans l'accélération de cette dérive.

Il peut arriver en revanche, et il faudra aussi le rappeler, qu'une mesure dérogoire à la règle commune ne viole pas le double principe d'égalité des citoyens devant la loi et de non-distinction en fonction de l'origine, de la race ou de la religion, mais qu'elle tende au contraire à favoriser les conditions de cette égalité *en supprimant des discriminations négatives*. En pareil cas, la dérogation à la règle commune, qui ¹³⁴ peut consister dans l'octroi d'un statut de zone franche urbaine ou de zone d'éducation prioritaire, ne favorise ni ne lèse personne, et il est abusif d'assimiler celle-ci à une discrimination positive.

Pour remettre en cause la notion d'égalité de tous devant la loi, les tenants des discriminations positives présentent celle-ci comme une doctrine obsolète, inadaptée aux situations nouvelles issues de la mondialisation. Or, il faut y insister, cette grande idée n'a rien d'obsolète. Elle résulte de la découverte d'une loi universelle de la mécanique sociale. Elle est née d'une observation de Jean-Jacques Rousseau, qui n'a rien perdu de sa pertinence. Pour que la loi soit perçue comme juste, observait l'auteur du *Contrat social*, elle doit répondre à deux exigences. La première est qu'elle soit votée en conscience par des individus libres de toute appartenance, de toute allégeance à un groupe. Les groupes entravent l'expression de la volonté générale, non parce que l'État les craint, comme on l'imagine souvent, mais parce qu'ils disposent d'une capacité de pression susceptible de fausser le jeu de l'égale confrontation entre des citoyens autonomes. À défaut, commentait Rousseau, il faudrait une multiplicité de groupes de taille équivalente, ce qui n'est pas dans la nature des choses.

Le groupe honni par Jean-Jacques, dira-t-on, ce sont les syndicats, les partis! Il est vrai que Rousseau rêvait de démocratie directe. Mais l'essentiel de ce qu'il récusait dans la logique de groupe était l'appartenance, l'allégeance qui enferme l'individu dans les déterminismes d'une solidarité organique, identitaire ou imposée, et qui entrave ainsi le libre exercice de sa raison. La Constituante a banni les corporations et émancipé les juifs – reconnus selon le mot de Clermont-Tonnerre

CONTRE LA DISCRIMINATION POSITIVE

comme individus, et non comme nation – en s'appuyant sur cet argument.

Contrairement à la vulgate diffusée par les interprétations marxistes de l'idéologie des Lumières, l'individualisme universaliste qui est à la base de ce raisonnement n'a, on le voit, rien de « bourgeois ». En dépit des résistances sociales qui l'ont utilisé comme prétexte, l'argument de fond de Jean-Jacques n'a nullement été contredit, il faut y insister, par la création ultérieure des partis et des syndicats. L'individu choisit son parti, et non, en général, l'inverse. Le syndicat n'est pas une communauté, ni une corporation. C'est une association d'adhésion volontaire, et non identitaire, qui a eu pour effet de faire voter par le Parlement des lois générales et non particulières. Dans le système français, au surplus, le syndicat n'a jamais prétendu se constituer en contre-société.

Ceux qui aujourd'hui penchent pour des subventions de l'État à certaines associations religieuses, par exemple pour mieux lutter contre la montée de l'islamisme radical, font fausse route. Loin d'être des lieux de pédagogie civique, les associations définies sur la base de l'origine, de la race ou de la religion, même si elles procèdent d'un certain volontariat, sont des lieux d'identification et non d'adhésion. Elles n'ont rien de commun avec les associations d'adhésion volontaire. Les discriminations positives que le pouvoir consent en faveur de certaines d'entre elles ne sont pas seulement des entorses à la règle laïque. Elles encouragent des lieux de destruction de la raison politique. 135

La seconde condition posée par Rousseau à la validité du contrat social est que la loi s'applique également à chacun, sans créer de statut particulier. Pour que la loi soit votée dans les meilleures conditions possibles, il faut que chacun sache qu'il n'en sera pas excepté. Pour qu'un citoyen donne à la loi son consentement, il faut qu'il sache que son voisin sera amené à l'observer dans les mêmes conditions que lui. Cette philosophie de l'égalité, conçue comme *réciprocité*, exclut l'élaboration de lois répondant aux demandes de tel ou tel groupe désireux de bénéficier de droits particuliers. Elle est la condition de la confiance.

Toute exception à la règle commune, si justifiée qu'elle soit en apparence, a pour résultat inéluctable de rendre plus fragiles les fondements de la confiance; et de défaire, de proche en proche, le consentement des citoyens, de la même façon que la rupture d'une maille défait un tricot. La société n'est pas indémaillable! Le « détricotage », comme on aime à dire, du lien politique est d'autant plus prompt que la revendication sociale « pourquoi lui et pas moi ? » croît en même temps que le niveau de vie s'élève, au point de faire disparaître les considérations

ALAIN - GÉRARD SLAMA

d'intérêt général derrière des motivations d'ordre particulier, relevant d'une pure logique de marché.

En d'autres termes, octroyer la satisfaction d'un statut particulier à un groupe, c'est en fabriquer mille. Loin d'intégrer, la discrimination positive fait éclater la société. Ce constat, qui semblait encore évident en France il y a quinze ans, n'est pas seulement propre à notre culture. Il s'applique à toutes les sociétés qui, dans le sillage des Lumières, ont voulu émanciper l'individu et affirmer son autonomie en faisant reposer leur unité sur un dépassement des critères de l'origine, de la religion et de la race. Que cette société soit centralisée, comme la France, ou fédérale, comme les États-Unis, le résultat est le même. La politique d'*affirmative action* mise en œuvre aux États-Unis à partir de la fin des années soixante avait pour objectif de résoudre à la fois le problème
 136 des minorités noires et de prévenir le péril de la dérive multiculturaliste qui menaçait déjà la stabilité un peu idéale du *melting pot*.

En dépit de l'effort des magistrats américains, en particulier du juge Powell, pour camoufler, au moyen du concept universaliste de « diversité », le critère de la différenciation raciale qui servait de base aux actions menées en faveur des Noirs, l'*affirmative action* n'a fait que renforcer les revendications d'appartenance ethnique. Si elle a favorisé la promotion de quelques-uns, elle a desserré encore un peu plus un lien social fragilisé. Davantage : loin de rétablir l'égalité, les discriminations positives ont banalisé l'intolérance en renversant le sens de l'injustice. En favorisant une surenchère de demandes sociales arbitrées par les juges, elles ont abouti à la confusion dans les esprits entre l'idée d'égalité et la notion d'accès égal de toutes les communautés d'ordre ethnique, religieux ou identitaire à l'obtention de droits particuliers. La vague d'intolérance et la censure du « politiquement correct » sont sorties de là. En sorte qu'un bon connaisseur de la situation américaine a pu conclure que « le multiculturalisme aujourd'hui, comme hier l'émergence du principe de *color-blindness*, apparaît bien en partie comme un produit dérivé de la juridicisation du règlement des conflits de valeurs dans la société américaine »¹.

Traduisons que le multiculturalisme, avec ses retombées violentes, est plutôt la conséquence que la cause de la révolution juridique qui prétendait y remédier. En reconnaissant les identités auxquelles elles accordaient le privilège de quotas ou d'allègements fiscaux, les mesures

1. Daniel Sabbagh, *L'Égalité par le droit. Les paradoxes de la discrimination positive aux États-Unis*, Economica, « Études politiques », 2003.

CONTRE LA DISCRIMINATION POSITIVE

d'*affirmative action* les ont confortées dans leur particularisme, au lieu de les intégrer. Elles voulaient donner aux communautarismes l'image de l'ouverture. Elles leur ont opposé le visage de la faiblesse. Elles les encourageaient d'un côté, tandis qu'elles multipliaient les ressentiments de l'autre.

Tout se passe comme si les politiques de discrimination positive traduisaient moins une réponse appropriée au changement social, qu'un réflexe de découragement devant les efforts exigés par l'immense projet d'émancipation de l'individu en société, valable pour plusieurs siècles, conçu par les philosophes des Lumières. Et le fait est qu'elles correspondent à un mouvement d'idéalisation des liens communautaires, de repli vers un ordre rêvé des sociétés organiques, en un moment où, sous le choc de la mondialisation, l'individu se sent trop isolé au sein des sociétés de masse, et ne croit plus à la légitimité des systèmes représentatifs. Ce mouvement régressif se traduit par une multiplicité de « retours à » – à la nature, à la religion, à l'ethnicité, à l'identité –, par un besoin de proximité, de pureté, de transparence, dont l'expérience du XX^e siècle devrait nous avoir fait connaître les dangers. Depuis l'anniversaire paradoxal de 1989 qui a inversé le mouvement des Lumières en exaltant une sorte de printemps des tribus, le nouveau siècle semble porté par la vague apparemment irrésistible d'une reféodalisation des esprits.

La mise en place, en 1999-2000, d'une législation rendant obligatoire la parité des sexes dans les assemblées représentatives est un exemple éclatant de cette régression. Elle a contribué d'autant plus à banaliser, dans son sillage, la notion de discrimination positive que les partisans de la parité se réclamaient des Lumières. L'idée de parité s'inscrivait, selon eux, dans la logique des droits de l'homme, dans la mesure où la distinction entre deux sexes est une loi universelle de la nature. Dans leur esprit, elle devait être radicalement distinguée des quotas, rejetés par le Conseil constitutionnel au nom du principe d'égalité. Il est révélateur qu'ils n'aient pas été sensibles au fait que l'individualisme des Lumières ne se réduit pas au seul concept de l'universel. Le souci des philosophes était de fonder la politique sur la raison. Or s'il y a deux sexes, il n'y a pas deux raisons. Le postulat des Lumières était que la raison est universelle et que son usage est ce qui distingue l'homme de la bête. Par ailleurs, sans ignorer les limites que fixe la nature, les philosophes considéraient que le propre de l'homme est la culture.

ALAIN GÉRARD SLAMA

Leur ambition était de bâtir une société dans laquelle chacun serait considéré comme une conscience autonome et, partant, responsable. Ce projet impliquait un certain nombre de distinctions fondamentales : entre Dieu et César ; entre la communauté, qui nous emprisonne dans une identité, et la nation, qui résulte d'un accord de libres volontés ; entre le privé, espace des intérêts particuliers, et le public, défini par la recherche rationnelle de l'intérêt commun ; entre l'égalité formelle, qui consiste dans la reconnaissance des mêmes droits à tous, et l'égalité réelle, qui tend à nier les différences et use de la contrainte ; entre la sanction, qui oblige l'individu à payer le prix de sa liberté, et la prévention, qui rend celui-ci créancier.

¹³⁸ L'application de ces critères a évolué, certes, avec les mœurs. Mais les principes sont restés stables. Ils sont le socle sur lequel les démocraties se sont appuyées pour se rapprocher, non sans mal, de leur idéal de liberté. Le trait commun de tous les totalitarismes du XX^e siècle, fascisme, communisme, intégrisme, a consisté à les nier. Faire religion de la Cité, asseoir le contrat social sur l'identité, subordonner la reconnaissance des droits formels à la réalisation des droits réels, absorber le privé dans le public, ou l'inverse, enfermer la société dans un réseau de règles préventives qui étouffe à la fois la responsabilité et sa sanction : ces confusions idéologiques se retrouvent toutes, en proportion inégale, mais sans exception, dans tous les régimes qui, au cours de ce siècle, ont exalté l'intolérance et assassiné la liberté.

Parce que la dualité des sexes est une loi universelle de la nature, les idéologues de la parité étaient persuadés qu'ils étaient en règle avec la démocratie. Le Premier ministre de l'époque, M. Jospin, avait repris l'argument à son compte, en déclarant que « nous avons besoin d'une société véritablement mixte, comme elle l'est d'ailleurs sur le plan naturel ». On n'aurait su mieux dire. En fait d'universalité, la distinction entre mâle et femelle est, exceptions comprises, ce que l'homme a en commun avec les animaux et les plantes. Dès lors qu'une telle prémisses est acceptée, tout le reste s'ensuit. Asseoir un statut juridique sur une condition biologique aboutit à légitimer le déchaînement des passions identitaires collectives au détriment de l'usage individuel de la raison. Contester le principe de l'égalité formelle des droits de l'homme, sans distinction de condition ni de sexe, pour revendiquer l'égalité *réelle* des hommes et des femmes, justifie le recours à la contrainte.

Aujourd'hui, les paritaristes se sentent confortés dans l'emploi de la contrainte par le fait que la loi du 6 juin 2000 a été d'autant mieux appliquée qu'elle était plus contraignante. Dans les conseils municipi-

CONTRE LA DISCRIMINATION POSITIVE

paux des villes de plus de 3 500 habitants, où elle ne peut être contournée, le nombre de femmes est passé à 47,5 % contre 25,7 % en 1995. En revanche, au niveau des élections législatives, les partis peuvent présenter moins de 50 % de candidates, à charge pour eux de rembourser une partie de l'aide octroyée par les pouvoirs publics. Les élues de l'Assemblée nationale sont seulement 12,3 % contre 10,9 % en 1997. La seule difficulté est que l'utilité sociale ne saurait être une raison suffisante pour violer un principe fondamental, singulièrement quand elle peut être atteinte autrement – et les solutions de soutien à la promotion féminine, ou de lutte contre le machisme avéré ne manquaient pas. Au surplus, autant la résistance des hommes à la représentation et à la promotion professionnelle des femmes paraît devoir être combattue, autant on ne voit pas pourquoi le seuil de 50 % devrait être considéré comme un critère de progrès. Il est permis de considérer que ce nombre parfait est révélateur d'un échec démocratique. Arraché sous la contrainte, il est aussi arbitraire que les majorités de 90 % obtenues par les dictateurs africains. 139

Comment est-il possible que, après Hannah Arendt, Raymond Aron ou François Furet, les mêmes catégories qui ont inspiré les pires délires du siècle paraissent retrouver, sous une autre forme, une seconde vie ? La réponse est sans doute que, par comparaison avec le Goulag soviétique et les camps d'extermination nazis, la notion de totalitarisme est devenue relative.

On oublie que la pensée totalitaire, cette innovation de l'ère bureaucratique si parfaitement décrite par Kafka, Orwell et Huxley, n'est pas nécessairement associée à la violence. Elle en fait volontiers l'économie si le droit et les médias lui permettent de parvenir à ses fins.

Au début du XX^e siècle, l'idéologie totalitaire, portée par un rêve impérial, a voulu imposer par la force, et d'en haut, son culte, ses organisations et ses chasses aux sorcières.

Aujourd'hui, sur le champ de ruines des États-nations, il suffit à cette idéologie, devenue gestionnaire, de laisser les individus s'aliéner d'eux-mêmes, à la base, en flattant leurs aspirations identitaires, leur besoin de communauté.

Car c'est bien toujours, avec la parité, et quelles que soient les arguties des philosophes, du même rêve de pouvoir qu'il s'agit : celui d'une société transparente, prévisible et sans conflits. Dans tous les cas, le but est de socialiser assez les individus pour les empêcher d'exister et de penser par eux-mêmes. La liberté insupportable : tel est le fin mot de l'encouragement prodigué aux communautarismes et aux différen-

ALAIN - GÉRARD SLAMA

tialismes de toutes sortes par des élites qui, sous couleur de servir, à droite, le marché et, à gauche, la justice, n'ont en réalité rien perdu de leur volonté de puissance.

Tel est le sens de la traque menée contre les rares formes subsistantes du langage – comme le genre indéterminé du mot ministre –, jugées coupables de rappeler encore la différence entre la personne, qui a un sexe, et sa fonction sociale, qui n'en a pas.

Telle est, de même, l'intention inavouée de ceux qui, en sexualisant la politique, visent à socialiser les comportements dans ce qu'ils ont de plus intime. En condamnant l'individu à être totalement déterminé par sa nature, le pouvoir ne lui laisse pas la moindre chance d'échapper à sa fatalité.

140 D'autres solutions au problème de l'inégalité des sexes auraient pu être aisément expérimentées. Au lieu de recourir à la violence des discriminations positives, elles auraient consisté à supprimer les discriminations négatives qui empêchent les femmes de s'assumer comme telles tout en étant, en société, des hommes comme les autres. C'est dans cette voie que toutes les autres démocraties, même les scandinaves, se sont engagées. Les féministes françaises n'en ont pas voulu. Compte tenu du retard pris par la France, la fin justifiait à leurs yeux tous les moyens.

Certes, le traumatisme engendré par la loi sur la parité a été vite dissipé. La notion d'« égal accès » des femmes et des hommes aux fonctions électives, introduite dans la Constitution, ne ferme pas, en principe, la porte à un retour à des textes moins contraignants. Nombre de défenseurs de la parité y voyaient une solution provisoire, appelée à être abandonnée une fois l'objectif atteint. Mais la logique du droit est autre. Elle se nourrit d'elle-même, fonctionne par *autopoïèse*. Elle est accélérée par un processus inévitable de surenchère des demandes sociales. Elle rencontre l'adhésion de courants en apparence opposés, mais réunis par un même rejet de l'ordre républicain : les ultra-libéraux sous influence anglo-saxonne, les démocrates-chrétiens, tentés par le communautarisme, et les sociaux-démocrates influencés par les modèles de l'Europe du Nord.

Par la brèche ainsi ouverte, les revendications des communautarismes n'ont cessé de se déployer. Il aura suffi de quelques années pour défaire les barrières de la laïcité, de l'égalité de droit et de la séparation des ordres que plusieurs siècles de réflexion classique avaient élevées contre les tentations normalisatrices des sociétés de masse.

Depuis, les obstacles auxquels s'est heurté le vote de la loi qui tendait à rétablir la laïcité en interdisant le port du voile islamique dans

CONTRE LA DISCRIMINATION POSITIVE

les écoles ont révélé à quel point le modèle républicain a régressé dans les esprits. De l'Institut Montaigne à M. Sarkozy réclamant un « préfet musulman », et jusqu'au Haut Conseil à l'intégration vantant, dans son dernier rapport annuel de janvier 2004, les mérites d'une « politique positive », un fort mouvement de remise en cause de la tradition républicaine n'a cessé de progresser dans les milieux intellectuels, politiques, voire patronaux². Ce mouvement relie dans une même synthèse idéologique le droit à la différence, le multiculturalisme et les discriminations positives. Comme naguère les idéologues de la parité, ses partisans se défendent de remettre en cause les fondements de notre culture démocratique. Ils se gardent de s'attaquer à la philosophie des Lumières. Ils se réclament de la tradition libérale à l'américaine, du christianisme social ou de la social-démocratie. Leur discours n'en constitue pas moins, à son tour, une machine de guerre redoutable contre l'idée républicaine. Il porte en lui une force de désintégration comparable à celle des ligues antirépublicaines qui, en d'autres temps il est vrai plus tragiques, déstabilisèrent la III^e République et préparèrent le terrain au régime de Vichy. 141

La critique de l'universalisme, accusé d'être « jacobin », est à la base de ce discours. À le suivre, un culte trop abstrait de la raison, une conception désincarnée de l'autonomie de l'individu nous auraient, depuis deux siècles, portés à l'intolérance. Notre idéal de la citoyenneté aurait pour contrepartie un mépris presque raciste du fait religieux et des mœurs enracinées dans d'autres traditions. Conçu dans cet esprit, l'octroi de la nationalité française serait un marché de dupes. Il exigerait, de la part de l'étranger, un renoncement total à soi-même et une véritable « régénération », pour parler comme l'abbé Grégoire à propos des juifs.

Bref, selon cette nouvelle rhétorique, si les Français d'origine immigrée s'accrochent aujourd'hui à leur identité retrouvée, nous n'avons à nous en prendre qu'à nous-mêmes. Le seul moyen de ressouder le pacte social, de lui rendre sa légitimité est de réparer nos erreurs passées, comme les États-Unis l'ont fait pour les Noirs d'Amérique. Le remède est dans l'acceptation des différences culturelles et dans la mise en place de discriminations positives, notamment dans la fonction publique et à la télévision, en faveur de ceux que nous avons si cruellement ignorés.

Or s'il est un échec, il réside moins dans des préjugés ethniques ou

2. Voir par exemple *Les Oubliés de l'inégalité des chances*, de Yazid Saberg et Laurence Méhaiguerie, Institut Montaigne, janvier 2004.

ALAIN - GÉRARD SLAMA

sexistes qu'il faudrait combattre que dans la faiblesse d'un système de circulation des élites qui donne à trop peu d'élus leur chance. Peut-être verrait-on davantage de visages de couleur à la télévision, si le petit nombre de ceux qui se partagent les écrans de notre pays n'était à peu près le même depuis trente-cinq ans. Nul ne conteste la trop faible présence des Français d'immigration récente dans les grandes écoles, au Parlement, dans l'administration, les médias et l'entreprise. Mais, pour remédier à ce problème, on le prend à rebours.

Il ne s'agit pas de réserver un certain nombre de ces postes à une catégorie minoritaire. Ce serait, on croit l'avoir assez montré, dresser davantage encore les groupes les uns contre les autres. Il ne s'agit pas non plus d'encourager les discours activistes exigeant, pour les minorités concernées, qu'elles se sentent mieux « représentées ». À la télévision pas plus qu'à l'Assemblée, un Noir ou un Arabe ne saurait être réduit au rôle de « représentant » de sa « communauté ». C'est un individu qui, comme tout autre, a accédé à sa fonction par le mérite. Sa présence est nécessaire dans la mesure où son absence serait la manifestation d'un préjugé, mais elle doit être considérée comme suffisamment normale pour ne pas être remarquée.

La juste revendication des minorités doit tendre à lutter contre les préjugés, non à exiger des places. La juste réponse à cette revendication consiste à ouvrir davantage le système, à abaisser les obstacles en amont et à lutter contre les comportements discriminants. En d'autres termes, à lutter contre les discriminations négatives. Les bourses, les subventions, la défiscalisation des zones prioritaire le font depuis longtemps, et le fait de les assimiler à de l'*affirmative action* est un abus de langage: elles bénéficient à tous et ne lèsent personne – sauf bien entendu si elles visent un groupe défini par son origine, sa religion ou sa race. Le reproche que l'on peut adresser à l'examen spécial en faveur des lycées des zones d'éducation prioritaire instauré depuis deux ans à Sciences po se justifie par cette ambiguïté.

Sans doute la solution de la lutte contre les discriminations négatives est-elle d'une efficacité moins immédiate que les flamboyantes discriminations positives. Mais en regard des effets pervers entraînés par ces dernières, elle est la seule qui, en ne sacrifiant pas les principes à l'utilité sociale, puisse s'inscrire dans la durée et servir l'intérêt général.

Rapport 2005 de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité

Présentation sommaire

La haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité est une autorité administrative indépendante créée par la loi n°2004-1486 du 30 décembre 2004.

Le collège

La HALDE est composée d'un collège de 11 membres qui décide des suites à donner aux réclamations, peut se saisir d'office de faits de discrimination et formule les recommandations.

Le traitement des réclamations

La HALDE peut être saisie par lettre simple par toute personne qui s'estime victime d'une discrimination, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un parlementaire. Elle peut également être saisie conjointement par la victime et une association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, dont l'objet est de combattre les discriminations ou d'assister les victimes. Toute saisine par lettre fait l'objet d'une réponse écrite.

La HALDE peut se saisir d'office des cas de discrimination directe ou indirecte dont elle a connaissance sous réserve que la victime, lorsqu'elle est identifiée, ait été avertie et qu'elle ne s'y soit pas opposée.

La HALDE instruit les réclamations en utilisant les pouvoirs d'investigation dont elle dispose. C'est ainsi qu'elle peut demander à toute personne physique ou morale et aux personnes publiques, des explications et la communication d'informations et de documents. Elle peut également procéder à des vérifications sur place et entendre toute personne dont elle juge l'audition utile.

Lorsque les demandes d'explications, de communications, d'informations ou de documents ne sont pas suivies d'effet, la HALDE peut mettre en demeure les personnes intéressées de lui répondre dans un délai qu'elle fixe. Lorsque cette mise en demeure n'est pas elle-même suivie d'effet dans le délai fixé, le président de la HALDE peut saisir le juge des référés aux fins d'ordonner toutes mesures d'instruction que ce dernier juge utiles.

L'instruction des réclamations donne lieu à la constitution de dossiers soumis au collège de la HALDE qui décide de la suite à leur donner. Il peut, notamment, faire procéder à la résolution amiable des différends par voie de médiation.

La HALDE aide les victimes de discrimination à constituer leur dossier et les informe sur les procédures adaptées à leur cas.

À la demande des parties ou d'office, les juridictions civiles, pénales ou administratives peuvent inviter la HALDE à présenter des observations sur les faits de discriminations dont elles sont saisies.

Enfin, la HALDE informe le procureur de la République des faits constitutifs d'un délit portés à sa connaissance.

La promotion de l'égalité, l'étude et l'animation de la recherche

La HALDE s'attache à promouvoir le principe d'égalité :

- en menant des actions de communication,
- en conduisant des travaux de recherche,
- en identifiant et en encourageant les bonnes pratiques en la matière, en partenariat avec les acteurs publics et privés,
- en recommandant le cas échéant des modifications législatives ou réglementaires.

La HALDE remet chaque année au Président de la République, au Parlement et au Premier ministre un rapport dans lequel elle rend compte de l'exécution de ses missions.

2 mai 2006

OPINION

Management territorial: les leçons de l'égalité des chances

Par Jean-Christophe Baudouin, DGS (*) de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

■ A quelques mois d'intervalle, les rues de nos villes sont à nouveau le réceptacle du malaise social dans lequel notre pays se trouve enlaid. Au-delà de l'analyse qu'en feront les experts en mouvement social pour identifier les similitudes et les dissemblances de ces expressions successives, c'est bien le même thème de l'égalité des chances qui joue le rôle fédérateur des revendications des groupes sociaux criant leur mal-être.

Certes, à l'image de nombre de concepts globalisants de notre époque (gouvernance, développement durable), l'appropriation de celui de l'égalité des chances est d'autant plus aisée que la notion est suffisamment floue pour pouvoir y intégrer une infinité de thématiques qui, de la discrimination positive au logement social, permet à chacun d'en faire un substitut de valeur collective, certes éphémère et tronqué, mais incontestable.

Mais là n'est pas l'essentiel. L'égalité des chances existe et concerne, au premier chef, les collectivités locales, devenues actrices majeures du mouvement social. Non seulement leur territoire de proximité est devenu le lieu géographique de l'expression du malaise, mais il représente également l'action incarnée par les politi-

ques publiques, censées renforcer la cohésion sociale mise à mal à l'automne dernier, lors des violences urbaines. Certains ont pu établir la carte des « bonnes gestions locales », attribuant des bons points à ceux dont les gymnases et les écoles échappaient (momentanément) au feu des manifestants. Sans doute vérifiable dans quelques cas, qui relèvent plus d'une question d'identification au territoire (Mar-seille) que d'un satisfecit des actions

menées, la préservation de certaines communes cache mal une réalité plus dure à accepter dans la remise en question de l'action publique locale, voire de l'action publique tout court.

Nos collectivités ne peuvent porter à elles seules la misère du monde mais, devant le dénuement de l'Etat, elles sont, qu'elles le veuillent ou non, à l'avant-poste de cette réflexion. Les médias ne s'y sont pas trompés, à l'automne dernier, en mettant en avant les vrais « patrons » du territoire, c'est-à-dire les maires et les présidents d'EPCI, faisant disparaître, du même coup, les autres institutionnels, notamment les

élus des différents niveaux de collectivités, dont le périmètre de gestion n'était plus le cadre d'analyse pertinent. La cohésion se jouera en grande partie sur la proximité. Par ailleurs, les collectivités ne sont pas seulement productrices de politiques publiques. Elles sont des organisations de travail qui, par nature, sont régies par des logiques contradictoires. Parce qu'elles sont les dernières entreprises de main-d'œuvre issues d'un monde ancien, et en raison même de la spécificité de leur rôle d'utilité sociale, l'égalité des chances trouve, dans leur fonctionnement, un terrain d'application évident. Certains élus qui, progressivement, deviennent des employeurs revendiquent ainsi, outre la responsabilité sociale de leur structure, une exemplarité dans leurs méthodes de gestion. Ces nouvelles tendances ont obligatoirement un impact sur nos modes de management.

La complexité mais aussi l'efficacité exigée des politiques publiques ont conduit, ces dernières années, à développer des méthodes de pilotage et de gestion sans doute un peu froides. Il est grand temps, aujourd'hui, dans notre rôle d'aide à la décision, de s'occuper du sens et du contenu.

(*) Directeur général des services